**REPUBLIQUE DU BURUNDI**

****

**MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET**

**DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE**

**CABINET DU MINISTRE**

**LETTRE DE CADRAGE BUDGETAIRE, EXERCICE 2025-2026**

1. **Introduction**

La lettre de cadrage budgétaire vise à fixer les repères pour l'élaboration du projet de loi de finances pour l’exercice 2025-2026, qui s’inscrit dans une logique de budgétisation pluriannuelle orientée vers la performance. Le projet de budget pour l’exercice 2025-2026 est préparé sur base du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2025/2026-2027/2028 qui s’inscrit dans le cadre du Plan National de Développement 2018-2027 révisé (PND 2018-2027 révisé) aligné à la vision « *Burundi Pays Emergent en 2040, Pays Développé en 2060* », à travers son programme d’actions prioritaires (PAP) 2023-2027.

Le projet de budget pour l’exercice 2025-2026 consolide les acquis de la réforme du budget programme en cours d’implémentation, depuis l’exercice 2023-2024. La budgétisation pour l’exercice 2025-2026 tiendra compte du « Projet Annuel de Performance (PAP) » qui est un outil de budgétisation axée sur les résultats. Dans ce cadre, une revue générale des objectifs spécifiques et des indicateurs de mesure de performance a été effectuée en vue de renforcer l'alignement des cadres de performance des programmes budgétaires sur les principaux résultats de la tranche 2025-2026 du PND 2018-2027 révisé et ceux de la Vision 2040-2060.

Au cours de l’exercice 2025-2026, l’objectif de la politique budgétaire visera le renforcement de la soutenabilité budgétaire en cohérence avec les critères de convergence de l’EAC et les exigences de la viabilité de la dette publique. Les objectifs d’allocation du cadrage budgétaire s’inscrivent dans la mise en œuvre du PND 2018-2027 révisé aligné à la vision « Burundi Pays Emergent en 2040, Pays Développé en 2060 » à travers son programme d’actions prioritaires 2023-2027. En termes d’allocations budgétaires sectorielles, la priorité sera accordée à la mise en œuvre de cinq (5) piliers de la vision à savoir : (i) Engagement de l’Etat ; (ii) Efficacité économique ; (iii) Equité sociale ; (iv) Ecologie et patrimoine durable et (v) Partenariat fluctueux.

La fixation des enveloppes a été faite en respectant trois principes à savoir : (i) le respect des objectifs de croissance ; (ii) le respect de l’équilibre budgétaire ainsi que (iii) le respect des cibles à atteindre, dégagées par les documents stratégiques : PND 2018-2027 révisé et les Politiques et stratégies sectorielles, en cours de finalisation.

Ces enveloppes ont été plafonnées par grandes masse en dépenses du personnel, de biens et services, de transferts et d’investissements pour permettre les ministères de répartir les crédits budgétaires aux programmes budgétaires du moment que l’unité de vote et de spécialisation porte sur le programme budgétaire.

1. **Le contexte macroéconomique**

L’activité économique nationale a été marquée, au cours de la période 2021-2023 par une faible croissance économique et inflation élevée consécutives aux effets de la crise russo-ukrainienne. Par contre, l’économie burundaise a connu une croissance économique de 3,3% en 2023 contre 2,2% en 2022. Cette performance a été tirée par le secteur primaire (0,8% contre -2,3%), secondaire (3,3% contre 2,8%) et tertiaire (4,2% contre 4,2%).

Pour l’année 2024, la croissance économique est estimée à 2,2% contre 4,2% projetée initialement. Ce ralentissement de croissance s’explique essentiellement par la pénurie du carburant, des effets de changement climatique et des difficultés d’approvisionnement en matières premières à la suite de l'insuffisance des devises.

Le taux d’inflation s’est établi quant à lui à 8,3% en 2021, 18,9% en 2022, à 27,1% en 2023 et 20,2% en 2024. Cette forte inflation a été expliquée par la hausse des prix, essentiellement des produits alimentaires.

Sur la période 2025-2027, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre du PND 2018-2027 révisé, à travers la diversification et la transformation structurelle de l’économie ainsi que l’accélération des réformes structurelles et sectorielles. En conséquence, la stabilité du cadre macroéconomique restera une priorité afin d’assurer la maîtrise de l’inflation, la bonne gestion des finances publiques et la soutenabilité de la dette publique.

Ainsi, sur la période 2025-2027, l’économie burundaise rebondirait avec une croissance économique qui se situerait en moyenne à 4,5%. Cette croissance serait soutenue par l’ensemble des secteurs de production.

Les hypothèses sur lesquelles reposent les projections sont entre autres :

* Le renforcement de l’autosuffisance alimentaire par la mise en place des centres agropoles et la mise en commun des terres cultivables ;
* La diversification des cultures d’exportation et la promotion des entreprises agro-industrielles et commerciales ;
* Le renforcement et le développement des secteurs de l’énergie, des mines et de l’artisanat ;
* La construction et l’entretien des infrastructures d’appui à la production ;
* L’amélioration de l’accès aux services sociaux de base et la protection sociale ;
* La poursuite des programmes de protection de l’environnement et de l’aménagement du territoire ;
* L’amélioration de la gouvernance financière et la décentralisation ;
* Le développement du partenariat régional et international ;
* L’amélioration et la modernisation de la gestion des finances publiques ;
* La promotion de la politique fiscale incitative pour l’investissement aux secteurs porteurs de croissance.
1. **Evolution des finances publiques**

**Les recettes publiques ont connu une progression moyenne de 14,9% sur la période 2021/2022 à 2023/2024.** En effet, elles sont passées de 1 584,7 Mrds de BIF en 2021/2022 à 2211,6 Mrds de BIF en 2023/2024, soit un taux de croissance moyen de 13,3% tiré principalement par l’augmentation des recettes fiscales suite aux différentes réformes et mesures fiscales et non fiscales mises en place au cours de la période. En ratio du PIB, les recettes totales sont passées de 20,6% à 19,1% sur la période de 2021/2022 à 2023/2024.

Pour l’exercice 2024/2025, les recettes fiscales et non fiscales sont respectivement estimées à 1921,5 Mrds de BIF et 465,1 Mrds de BIF contre 1837,8 Mrds de BIF et 362,5Mrds de BIF en 2023/2024. En ratio du PIB, les recettes fiscales et non fiscales sont respectivement estimées à 13,9% et 3,3% contre 16,1% et 3,1% en 2023/2024.

Les recettes totales continueraient à progresser, passant de 3018,8 Mrds de BIF en 2025/2026 à 3880,2 Mrds de BIF en 2027/2028, soit une croissance de 28,5% sur la période de projection. Cette croissance serait tirée essentiellement par l’augmentation des recettes fiscales projetées à 2281,6 Mrds de BIF en 2025/2026 et 2931,3 Mrds de BIF en 2027/2028, soit respectivement 75,6% et 40,4% des recettes totales. Cette performance attendue est liée notamment à (i) la poursuite de la digitalisation de tout le processus de recouvrement des recettes internes ; (ii) le renforcement du système de contrôle et vérification tant au niveau des recettes internes que douanières ; (iii) la distribution des machines à facturation électronique ; (iv) le suivi et le contrôle de l’utilisation de la machine à facturation électronique;(v) la contribution des nouvelles sociétés dans l’extraction minière.

En ratio du PIB, les recettes totales passeraient de 18,9% à 19,3% sur la période de 2025/2026 à 2027/2028.

**Les dépenses publiques sont restées supérieures aux recettes malgré les efforts de rationalisation**. Elles sont passées de 2 387,5 Mrds de BIF en 2021/2022 à 3 228,0 Mrds de BIF en 2023/2024, soit une augmentation de 35,2%. Cette accélération s’explique par une augmentation enregistrée dans les principales composantes, en particulier les dépenses courantes et les dépenses en capital. En ratio du PIB, les dépenses publiques sont passées de 31,1% en 2021/2022 à 27,9% en 2023/2024.

En 2024/2025, le total des dépenses courantes est estimé à 2206,2 Mrds de BIF, soit 15,8% du PIB. Cette augmentation est expliquée essentiellement par la mise en œuvre de la politique salariale équitable pour les fonctionnaires et agents civils de l’Etat, les régularisations salariales, le recrutement des fonctionnaires dans certains domaines et le déblocage des 60% restants des droits à acquérir liés à la part emploi pour tous les fonctionnaires et agents civils de l’Etat ainsi que le dégel des annales pour toutes les institutions à statuts spéciaux. Les dépenses en capital quant à elles sont estimées à 2321,9 Mrds de BIF en 2024/2025, ce qui équivaut à 16,6% du PIB contre 10,8% en 2023/2024.

Les dépenses publiques totales sont projetées à la hausse sur la période 2025/2026-2027/2028. Elles passeraient de 5017,7 Mrds de BIF à 5967,1 Mrds de BIF, soit une progression de 18,9% sur la période de projection. Cette hausse serait expliquée par l’accroissement des dépenses en capital liés à la mise en œuvre des programmes et projets prioritaires du PND 2018-2027 révisé.

Les dépenses courantes passeraient de 2442,8 Mrds de Mrds de BIF en 2025/2026 à 2686,2 Mrds de BIF en 2027/2028, soit une augmentation de 10,0% liée essentiellement à l’avancement des grades des fonctionnaires des agents civils de l’Etat et des institutions à statut spéciaux et aux provisions liées aux élections présidentielles. Quant aux dépenses en capital, elles passeraient de 2450,0 Mrds à 3155,0 Mrds de BIF, soit un accroissement de 28,8% consécutif à la réalisation des projets d’investissements publics pour opérationnaliser le programme d’actions prioritaires du PND 2018-2027 révisé en vue d’atteindre les objectifs de la vision « Burundi, Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en 2060 ».

1. **Evolution des soldes budgétaires et leurs financements**

De 2021/2022 à 2023/2024, le solde a évolué en dents de scie, passant respectivement de -10,5%, à -12,6% et à -8,8% du PIB. La détérioration observée en 2022/2023 est liée principalement à la hausse des dépenses d’investissement sur les ressources intérieures qui se sont établies à 641,4 Mrds de BIF en 2022/2023 contre 270,4 Mrds de BIF en 2021/2022. L’amélioration enregistrée en 2023/2024 par rapport à l’exercice précédent est imputable à la mise en œuvre des mesures d’austérité pour stabiliser la situation macroéconomique.

Pour l'exercice 2024/2025, le solde budgétaire dons exclus est estimé à -11,6% consécutif aux dépenses d’investissement selon les priorités retenues par le Gouvernement pour booster l’économie nationale et la mise en œuvre effective de la politique salariale équitable.

Sur la période allant de 2025/2026 à 2027/2028, le solde budgétaire demeurerait déficitaire mais afficherait des améliorations par rapport aux années antérieures. Il est ainsi projeté à -12,5% du PIB en 2025/26 à -10,4% du PIB en 2027/28.

Pour combler le déficit budgétaire, le Gouvernement fait recours à des financements extérieurs et intérieurs. Le financement extérieur est constitué par des prêts nets contractés auprès des créanciers bilatéraux, multilatéraux et commerciaux. Le financement intérieur quant à lui se réalise par le recours à la vente des titres publics auprès des banques commerciales, des entreprises et des particuliers ainsi qu’aux emprunts auprès des banques commerciales locales dans la plupart des cas et en dernier recours aux avances de la Banque Centrale.

1. **Orientations Budgétaires et enveloppes sectorielles, exercice 2025/2026**

Les ressources allouées aux Ministères et Institutions sont dérivées du cadre macroéconomique qui tient compte des capacités internes de mobilisation des ressources et des appuis financiers extérieurs. Ainsi, tous les ministères sectoriels et les institutions constitutionnelles sont appelés à :

1. Procéder à la confection des Plans de Travail et de Budget Annuels (PTBA) pour l’exercice 2025-2026 respectant les enveloppes allouées par ministère ou institution et par nature économique des dépenses ;
2. Prioriser les activités dont les résultats contribuent fortement à la réalisation des politiques et stratégies sectorielles ;
3. Présenter des projets d’investissement en ligne droite avec le Programme d’Investissement Public (PIP) ;
4. Calculer minutieusement les salaires du personnel relevant de chaque ministère ou institution quitte à affecter une éventuelle marge aux dépenses d’investissement.
5. Procéder à la préparation des Plans Prévisionnels de Passation des Marchés en parallèle avec la préparation du budget pour une programmation physique réaliste limitant la concentration des engagements budgétaires au cours des derniers trimestres ;
6. Responsabiliser la préparation des PTBA par les responsables des programmes pour renforcer leur appropriation et leur engagement ;
7. Orienter toute l’attention aux activités ayant une grande contribution à la réalisation des indicateurs contenus dans le tableau en annexe sur le cadrage programmatique des résultats, nouvel outil programmatique qui va permettre d’évaluer et de renseigner le niveau de mise en œuvre du Plan National de Développement pour cette année (une séance de renforcement sur cet outil est prévue suivant le calendrier en annexe).

D’une façon générale, les dépenses de personnel qui revêtent un caractère obligatoire et récurrent ont été fixées en considérant un accroissement annuel de 2% par rapport à l’enveloppe 2024/2025 révisée, prise comme référence, pour tous les ministères et institutions. Ce référentiel comprend l’impact budgétaire issu de la mise en œuvre de la politique salariale ainsi que les différentes régularisations pour les administrations à statuts spéciaux. Une enveloppe additionnelle obtenue par la différence de l’enveloppe cadrée du CBMT et l’enveloppe référentielle a été accordée à chaque ministère et institution pour harmoniser le mode d’avancement en grades, des primes, des indemnités et des bonifications des titres dans les institutions publiques à statuts spéciaux. L’enveloppe budgétaire pour les dépenses des salaires passe de 1106,3 Mrds BIF en 2024/2025 à 1150,4 Mrds BIF en 2025/2026, soit une augmentation de 4,2%.

Les dépenses d’acquisition de biens et services et de transferts courants ont été déterminées en tenant compte de l’inflation observée ces derniers jours par une dépréciation du taux de change. Elles ont été augmentées respectivement de 3% et 2% du budget révisé. L’enveloppe additionnelle accordée aux ministères et institutions permettra de couvrir certaines dépenses déficitaires enregistrées pendant la période de 2024/2025 en occurrence, les dépenses de carburant, les missions officielles à l’intérieure et à l’extérieure du pays, certains transferts effectués en monnaie étrangère (devises), etc.

Concernant les dépenses d’investissements, les allocations budgétaires ont varié selon les politiques des ministères à mettre en œuvre qui se diffèrent d’un ministère à un autre en tenant compte de leur capacité d’absorption des crédits budgétaires. A cet effet, le budget des investissements pour toutes les institutions constitutionnelles a été reconduit du fait que ces dernières n’ont pas des politiques publiques à opérationnaliser.

Les dépenses d’investissement sur ressources intérieures passent de 1107,5 Mrds BIF en 2024/2025 à 1126,9 Mrds BIF en 2025/2026, soit une augmentation de 1,8% tout en dégageant un budget des imprévus. Pendant la période de 2025/2026 à 2026/2027, ces dépenses continueraient à évoluer en vue de répondre aux engagements de l’Etat vis-à-vis des citoyens.

Sur base des orientations stratégiques décrites ci-dessus, **les enveloppes allouées aux différents ministères et institutions sont présentées dans le tableau n°3 en annexe à la présente lettre de cadrage budgétaire**. Elles feront objet de discussions budgétaires en suivant les calendriers en annexe (tableaux 5&6). Ces enveloppes restent compatibles aux objectifs prioritaires du Gouvernement et aux défis du moment.

**Afin de garantir l’équilibre budgétaire**, je vous saurais gré de prendre les dispositions nécessaires pour que tous les gestionnaires de crédits et responsables des programmes de vos ministères respectifs puissent entreprendre les travaux de préparation du projet de budget de l’exercice 2024-2025 en mode budget programme et au strict respect des enveloppes budgétaires (tableau 3 en annexe) tout en se conformant aux formats indiqués.

 Fait à Bujumbura, le ………/………../2025

 **LE MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET**

 **DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE.**

 **Hon. Nestor NTAHONTUYE**

**ANNEXES**

**Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques clés**

|  |  | **2017** | **2018** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** | **2026** | **2027** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **INDICATEURS** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **PIB** | **PIB nominal (en Mrds de BIF)** | **5702,1** | **5914,4** | **6216,9** | **6805,6** | **7676,4** | **9213,9** | **11555,8** | **13975,9** | **16013,0** | **18092,5** | **20108,9** |
| **PIB réel (en Mrds de BIF, aux prix de 2005)** | **1912,4** | **2013,1** | **2103,3** | **2108,9** | **2175,6** | **2223,1** | **2295,4** | **2341,1** | **2424,6** | **2541,3** | **2690,7** |
| **Taux de croissance du PIB réel (%)** | **3,8%** | **5,3%** | **4,5%** | **0,3%** | **3,2%** | **2,2%** | **3,3%** | **2,0%** | **3,6%** | **4,8%** | **5,9%** |
| **PIB par habitant (en US$)** | **287,0** | **282,0** | **279,8** | **284,1** | **304,5** | **353,3** | **343,6** | **363,9** | **389,6** | **419,4** | **452,9** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **PRIX** | **Déflateur du PIB** | **11,2%** | **-1,5%** | **0,6%** | **9,2%** | **9,3%** | **17,5%** | **21,5%** | **18,6%** | **10,6%** | **7,8%** | **5,0%** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **En milliards de BIF** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **FINANCES PUBLIQUES** | **Recettes totales** | **821,0** | **904,8** | **1038,0** | **1466,3** | **1584,7** | **1963,1** | **2211,6** | **3117,0** | **3018,8** | **3474,5** | **3880,2** |
|  **dont Recettes fiscales** | **756,2** | **823,5** | **927,9** | **1266,2** | **1382,1** | **1637,3** | **1837,8** | **1921,5** | **2281,6** | **2623,1** | **2931,3** |
| **Dépenses totales** | **1363,7** | **1413,5** | **1609,5** | **2178,8** | **2387,5** | **3125,5** | **3228,0** | **4732,4** | **5017,7** | **5493,4** | **5967,1** |
| **Dépenses courantes** | **964,6** | **936,5** | **1092,9** | **1261,0** | **1230,6** | **1423,2** | **1743,8** | **2206,2** | **2414,6** | **2528,4** | **2654,7** |
| **Dépenses en capital** | **390,9** | **468,8** | **445,8** | **530,5** | **686,2** | **955,9** | **1247,3** | **2321,9** | **2450,0** | **2741,8** | **3155,0** |
| **Financées sur ressources propres** | **169,8** | **137,4** | **150,4** | **205,6** | **270,4** | **641,4** | **689,1** | **1107,5** | **1126,9** | **1360,7** | **1746,6** |
| **Financées sur ressources extérieures** | **221,1** | **331,3** | **295,4** | **325,0** | **415,8** | **314,5** | **558,2** | **1214,4** | **1323,1** | **1381,1** | **1408,4** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Ratio au PIB (en %)** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Recettes totales** | **14,4%** | **15,3%** | **16,7%** | **21,5%** | **20,6%** | **21,3%** | **19,1%** | **22,3%** | **18,9%** | **19,2%** | **19,3%** |
|  **dont Recettes fiscales** | **13,3%** | **14,0%** | **15,0%** | **18,7%** | **18,3%** | **17,9%** | **16,1%** | **13,9%** | **14,4%** | **14,7%** | **14,9%** |
| **Dépenses totales** | **23,9%** | **23,9%** | **25,9%** | **32,0%** | **31,1%** | **33,9%** | **27,9%** | **33,9%** | **31,3%** | **30,4%** | **29,7%** |
| **Dépenses courantes** | **16,9%** | **15,8%** | **17,6%** | **18,5%** | **16,0%** | **15,4%** | **15,1%** | **15,8%** | **15,1%** | **14,0%** | **13,2%** |
| **Dépenses en capital** | **6,9%** | **7,9%** | **7,2%** | **7,8%** | **8,9%** | **10,4%** | **10,8%** | **16,6%** | **15,3%** | **15,2%** | **15,7%** |
| **Financées sur ressources propres** | **3,0%** | **2,3%** | **2,4%** | **3,0%** | **3,5%** | **7,0%** | **6,0%** | **7,9%** | **7,0%** | **7,5%** | **8,7%** |
| **Financées sur ressources extérieures** | **3,9%** | **5,6%** | **4,8%** | **4,8%** | **5,4%** | **3,4%** | **4,8%** | **8,7%** | **8,3%** | **7,6%** | **7,0%** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Solde Budgétaire global (base engagement en % du PIB)** | **-6,3%** | **-4,9%** | **-5,3%** | **-6,3%** | **-6,6%** | **-9,6%** | **-4,7%** | **-3,7%** | **-5,3%** | **-4,4%** | **-4,1%** |
| **Solde Budgétaire dons exclus (en % du PIB)** | **-9,5%** | **-8,6%** | **-9,2%** | **-10,5%** | **-10,5%** | **-12,6%** | **-8,8%** | **-11,6%** | **-12,5%** | **-11,2%** | **-10,4%** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **COMMERCE EXT.** | **Exportation de biens (en % du PIB)** | **6,7%** | **6,3%** | **4,8%** | **5,2%** | **5,8%** | **5,7%** | **5,8%** | **4,7%** | **5,0%** | **5,9%** | **6,6%** |
| **Importation de biens (en % du PIB)** | **20,9%** | **21,7%** | **23,5%** | **23,4%** | **24,8%** | **25,4%** | **25,0%** | **21,4%** | **24,2%** | **25,5%** | **26,8%** |
| **Balance courante (en % du PIB)** | **-12,1%** | **-10,7%** | **-12,2%** | **-8,5%** | **-12,3%** | **-16,1%** | **-14,3%** | **-11,1%** | **-16,9%** | **-17,1%** | **-17,2%** |

**Source** : MFBPE, Modèle MACMOD-BI

**Tableau 2 : Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) 2025/2026 – 2027/2028 (en Milliards de BIF)**



**Source** : MFBPE, DPBEP 2025/2026-2027-2028

**Tableau 3 :** **Enveloppes budgétaires par Ministère et Institution pour l’exercice 2025-2026 (en Mrds BIF)**

| **N°** | **MINISTERE/INSTITUTION** | **ENVELOPPE 2025/2026** |
| --- | --- | --- |
| **01** | **PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE** | **69 371 862 626**  |
|  | **Salaire et traitement** | **18 973 931 183**  |
|  | **Biens & Services** | **11 874 363 260**  |
|  | **Transferts et subventions** | **32 255 184 481**  |
|  | **Investissement** |  **6 268 383 702**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** | **6 268 383 702**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  |
| **02** | **VICE-PRESIDENCE** | **5 911 012 069**  |
|  | **Salaire et traitement** | **1 379 579 587**  |
|  | **Biens & Services** | **2 412 181 744**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **1 871 593 966**  |
|  | **Investissement** | **247 656 771**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** | **247 656 771**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  |
| **03** | **SENAT**  | **16 848 929 490**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **6 471 715 531**  |
|  | **Biens & Services** |  **7 224 759 035**  |
|  | **Transferts et subventions** | **1 178 150 490**  |
|  | **Investissement** | **1 974 304 434**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **1 974 304 434**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  |
| **04** | **ASSEMBLEE NATIONALE** | **27 806 446 621**  |
|  | **Salaire et traitement** | **14 737 330 488**  |
|  | **Biens & Services** |  **10 676 288 678**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **1 762 431 143**  |
|  | **Investissement** |  **630 396 312**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **630 396 312**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  |
| **05** | **COUR SUPREME ET PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE** |  **3 338 687 369**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **1 594 371 506**  |
|  | **Biens & Services** |  **1 396 775 863**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **287 540 000**  |
|  | **Investissement** |  **60 000 000**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **60 000 000**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  |
| **06** | **PREMIER MINISTERE** |  **4 849 592 521**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **1 175 842 742**  |
|  | **Biens & Services** |  **2 993 810 835**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **633 432 863**  |
|  | **Investissement** |  **46 506 081**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **46 506 081**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  |
| **07** | **SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT** |  **2 614 776 046**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **117 468 773**  |
|  | **Biens & Services** |  **2 111 613 670**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **331 818 034**  |
|  | **Investissement** |  **53 875 569**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **53 875 569**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  |
| **08** | **COUR DES COMPTES**  |  **1 454 132 359**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **872 900 490**  |
|  | **Biens & Services** |  **468 550 600**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **112 681 269**  |
|  | **Investissement** |  **-**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **-**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  |
| **09** | **COUR CONSTITUTIONNELLE** |  **842 868 974**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **412 231 405**  |
|  | **Biens & Services** |  **-**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **405 717 569**  |
|  | **Investissement** |  **24 920 000**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **24 920 000**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  |
| **10** | **INSTITUTION OMBUDSMAN** |  **1 061 086 405**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **965 916 577**  |
|  | **Biens & Services** |  **-**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **1 030 970 905**  |
|  | **Investissement** |  **30 115 500**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **30 115 500**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  |
| **11** | **COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE** |  **14 583 272 609**  |
|  | **Salaire et traitement** |  |
|  | **Biens & Services** |  |
|  | **Transferts et subventions** |  **14 583 272 609**  |
|  | **Investissement** |  **-**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **-**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  |
| **12** | **MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATON ET DES MEDIAS** |  **136 969 019 832**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **5 625 649 361**  |
|  | **Biens & Services** |  **834 288 134**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **2 275 522 938**  |
|  | **Investissement** |  **128 233 559 400**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **402 014 151**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  **127 831 545 249**  |
| **13** | **MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT** |  **87 903 315 340**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **18 568 289 062**  |
|  | **Biens & Services** |  **25 751 341 697**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **43 396 821 990**  |
|  | **Investissement** |  **186 862 591**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **186 862 591**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  |
| **14** | **MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE** |  **464 330 597 162**  |
|  | **Charges financières** |  **238 383 710 160,54**  |
|  |  **Intérêts intérieurs**  |  **205 783 196 607**  |
|  |  **Intérêts extérieurs** |  **32 600 513 553**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **39 992 008 211**  |
|  | **Biens & Services** |  **8 976 545 876**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **51 484 899 438**  |
|  | **Investissement** |  **125 493 433 477**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **56 426 642 611**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  **69 066 790 866**  |
| **15** | **MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI** |  **19 510 017 638**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **6 715 160 054**  |
|  | **Biens & Services** |  **687 383 074**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **11 285 723 977**  |
|  | **Investissement** |  **821 750 533**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **821 750 533**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  **-**  |
| **16** | **MINISTERE DE LA JUSTICE** |  **47 124 189 562**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **17 913 247 808**  |
|  | **Biens & Services** |  **17 278 644 256**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **9 954 079 508**  |
|  | **Investissement** |  **1 978 217 990**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **1 978 217 990**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  |
| **17** | **MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS** |  **537 765 255 779**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **239 882 970 552**  |
|  | **Biens & Services** |  **238 985 831 569**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **44 777 970 244**  |
|  | **Investissement** |  **14 118 483 414**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **14 118 483 414**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  |
| **18** | **MINISTERE DE L’EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE** |  **698 073 864 098**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **506 669 176 783**  |
|  | **Biens & Services** |  **15 104 483 667**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **85 630 626 815**  |
|  | **Investissement** |  **90 669 576 833**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **14 845 318 387**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  **75 824 258 446**  |
| **19** | **MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA**  |  **263 670 777 993**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **78 636 218 148**  |
|  | **Biens & Services** |  **5 832 522 171**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **61 688 665 282**  |
|  | **Investissement** |  **117 513 372 391**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **32 998 930 008**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  **84 514 442 384**  |
| **20** | **MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DES AFFAIRES SOCIALES, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE** |  **120 070 037 791**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **3 444 697 621**  |
|  | **Biens & Services** |  **3 209 650 829**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **9 354 922 637**  |
|  | **Investissement** |  **104 060 766 704**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **854 454 917**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  **103 206 311 787**  |
| **21** | **MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENERGIE ET DES MINES** |  **415 933 867 048**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **4 462 057 767**  |
|  | **Biens & Services** |  **1 345 734 251**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **2 533 849 147**  |
|  | **Investissement** |  **407 592 225 883**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **50 930 666 098**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  **356 661 559 785**  |
| **22** | **MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE** |  **720 971 294 300**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **36 450 798 227**  |
|  | **Biens & Services** |  **2 289 935 547**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **4 586 905 625**  |
|  | **Investissement** |  **677 643 654 902**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **451 771 123 394**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  **225 872 531 508**  |
| **23** | **MINISTERE DU COMMERCE, DU TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME** |  **17 400 665 872**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **3 997 610 910**  |
|  | **Biens & Services** |  **751 537 317**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **1 875 625 181**  |
|  | **Investissement** |  **10 775 892 465**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **10 063 941 931**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  **711 950 534**  |
| **24** | **MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DES LOGEMENTS SOCIAUX** |  **569 212 008 843**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **6 326 033 080**  |
|  | **Biens & Services** |  **7 174 603 312**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **4 604 631 067**  |
|  | **Investissement** |  **551 106 741 384**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **330 465 662 599**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  **220 641 078 785**  |
| **25** | **MINISTERE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE** |  **98 284 528 670**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **4 800 805 732**  |
|  | **Biens & Services** |  **3 124 463 779**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **39 716 639 489**  |
|  | **Investissement** |  **50 642 619 669**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **20 817 119 114**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  **29 825 500 555**  |
| **26** | **MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE**  |  **418 568 887 226**  |
|  | **Salaire et traitement** |  **132 630 045 370**  |
|  | **Biens & Services** |  **116 160 603 309**  |
|  | **Transferts et subventions** |  **16 405 314 202**  |
|  | **Investissement** |  **153 372 924 345**  |
|  |  **Sur ressources Intérieurs** |  **112 033 230 394**  |
|  |  **Sur ressources extérieurs** |  **41 339 693 951**  |

Source : MFBPE\_ Enveloppes fixées sur base du CBMT 2025-2027

**Tableau 4 : Tableau synthèse des prévisions budgétaires 2024-2026 (en Milliards BIF)**

|  |  |
| --- | --- |
| **Tableau de synthèse** | **2025/2026** |
| **Charges financières** | **238 383 710 161** |
|  **Intérêts Intérieurs**  |  **205 783 196 607**  |
|  **Intérêts Extérieurs** |  **32 600 513 553**  |
| **Salaire et traitement** |  **1 152 816 056 967**  |
| **Biens & Services** |  **486 665 912 474**  |
| **Transferts et subventions** |  **444 024 990 868**  |
| **Investissement** |  **2 443 546 240 350**  |
|  **Sur ressources Intérieurs** |  **1 108 050 576 502**  |
|  **Sur ressources extérieurs** |  **1 335 495 663 849**  |
| **Total 1** |  **4 765 436 910 819**  |
| **Imprévus** |  **44 760 920 085**  |
| **Exonération** |  **111 423 538 303**  |
| **Perte de change et autres charges financières** |  **1 650 000 000**  |
| **Remboursement dette intérieure et extérieure** |  **1 106 814 499 357**  |
| **Total général** |  **6 030 085 868 564**  |

**Tableau 5 : CALENDRIER DE PREPARATION BUDGETAIRE POUR L’EXERCICE 2025/2026**

| **Période** |  **Activités** |
| --- | --- |
| 11 février 2025 | Notification à chaque Ministre et responsable des institutions constitutionnelles de l’enveloppe globale des crédits, dans une lettre de cadrage budgétaire du Ministre en charge des Finances. |
| Du 13 au 14 Février 2025 | Préparation des budgets respectifs +Séances de formation sur le cadre programmatique des résultats, la lettre de cadrage et les Projets Annuel de Performance au MFBPE à partir de 9h (Grande salle : G19).Sont invités les responsables des programmes ainsi que les chargés de la planification et préparation du budget des ministères et institutions respectifs. |
| Du 17 au 18 Février 2025 | Préparation des budgets respectifs + Séances de calcul des salaires entre le service de la solde du MFBPE et les responsables des ressources humaines des ministères sectoriels et institutions constitutionnelles en collaboration avec le ministère de la fonction publique(salle 229)  |
| Du 18 au 21 février | Préparation et finalisation des budgets respectifs par les sectoriels+ Préparation des PAP et des Plans Prévisionnels de Passation des Marchés. |
| Le 21 février 2025  | Date limite de dépôts des propositions des prévisions budgétaires (PTBA), avec respect de l’enveloppe cadré, au Cabinet du Ministre en charge des Finances + transmission des versions électroniques aux adresses mail : nsengiderick79@gmail.com avec copie à mathiasnyandwi602@yahoo.com  |
| Du 22 au 23 février 2025 | Séances de vérification par les équipes de la direction générale du Budget et de la direction générale de la Planification du MFBPE des budgets soumis par les sectoriels |
| Du 24 Février au 04 Mars | Séances des discussions budgétaires avec les Ministères sectoriels et les Institutions Constitutionnelles. |
| Du 05 au 06 Mars 2025 | Arbitrages budgétaires entre le Ministre en charge des Finances et les Ministres sectoriels |
| Le 07 Mars | Finalisation et transmission des PTBA aux adresses nsengiderick79@gmail.com avec copie à mathiasnyandwi602@yahoo.comFinalisation de la mise à jour des PAP. |
| Du 10 au 14 Mars 2025 | Avant-projet de Loi de Finances 2025/2026 consolidé et transmis au Cabinet du Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique |
| Le 18 Mars 2025  | Projet de Loi de finances initiale 2025/2026 transmis au Conseil des Ministres |
| Le 04 Avril 2025 | Projet de Loi portant fixation du Budget Général de la République du Burundi pour l’exercice 2025/2026 transmis à l’Assemblée Nationale |
| Du 04 au Mars au 20Avril-2025 | Loi portant fixation du Budget Général de la République du Burundi pour l’exercice 2025/2026 adoptée par le Parlement |
|  30 Avril | Promulgation de la Loi de Finances par le Président de la République |

**Tableau 6 : Calendrier de discussion budgétaire, exercice 2025/2026**

| **Date** | **Heure** | **Ministère ou Institution** |
| --- | --- | --- |
| Lundi, le 24/02/2025 | 8h00 - 10h50 | Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi |
| 11h00 - 13h00 | Cour Suprême et Parquet Général de la République |
| **13h30 - 14h15** | **PAUSE** |
| 14H30 - 17h30 | Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre |
|  |  |  |
| Mardi, le 25/02/2025 | 8h00 - 10h50 | Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement |
| 11h00 - 13h00 | Cour Constitutionnelle |
| **13h30 - 14h15** | **PAUSE** |
| 14H30 - 17h30 | Ministère de l’Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique |
|   |   |   |
| Mercredi, le 26/02/2025 | 8h00 - 10h50 | Ministère de l’Environnement, de l’Agriculture et de l’Elevage |
| 11h00 - 13h00 | Secrétariat Général de l’Etat |
| **13h30 - 14h15** | **PAUSE** |
| 14H30 - 17h30 | Présidence de la République, |
|  | 14h30 – 17h30 | Ministère du Commerce, du Transport, de l’Industrie et du Tourisme |
|   |   |   |
| Jeudi, le 27/02/2025 | 8h00 - 10h50 | Ministère des Infrastructures, de l’Equipement et des Logements Sociaux |
| 11h00 - 13h00 | Institution Ombudsman |
| **13h30 - 14h15** | **PAUSE** |
| 14H30 - 17h30 | Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants |
|  | 14H30 - 17h30 | CENI |
|   |   |   |
| Vendredi, le 28/02/2025 | 8h00 - 10h50 | Ministère de l’Hydraulique, de l’Energie et des Mines |
| 11h00 - 13h00 | Cour des Comptes |
| **13h30 - 14h15** | **PAUSE** |
| 14H30 - 15h50 | Sénat |
|  | 16h00-17h30 | Ministère de la Communication, des Technologies de l’Information et des Médias |
|   |   |   |
| Lundi, le 03/03/2025 | 8h00 - 10h50 | Ministère de l’Education Nationale et de la Recherche Scientifique |
| 11h00 - 13h00 | Assemblée Nationale |
| **13h30 - 14h15** | **PAUSE** |
| 14H30 – 17h30 | Ministère de la Justice |
|  | 14h30 - 17h30 | Ministère des Affaires de la Communauté EST Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture |
|   |   |   |
| Mardi, le 04/03/2025 | 8h00 - 10h50 | Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA |
| 11h00 - 13h00 | Vice-Présidence  |
| **13h30 - 14h15** | **PAUSE** |
| 14H30 - 17h30 | Primature |
|   | 14H30 - 17h30 | Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique & OBR |
|  |  |  |
| Mercredi le 07/03/2025 | 8h00 - 17h30 | Finalisation des PTBA et de la mise à jour des PAP pour tous les ministères |

**NB :** **Prennent part aux séances de discussion budgétaires :**

* **Les Secrétaires Permanents ;**
* **Les responsables des institutions ;**
* **Les responsables des programmes budgétaires ;**
* **Les contrôleurs des engagements des dépenses ;**
* **Les collaborateurs en charge des questions budgétaires et les responsables**

 **des établissements/ administrations sous tutelles, et ;**

* **Les responsables des ressources humaines des ministères.**

**Tableau 7 : Calendrier de l’arbitrage budgétaire, exercice 2025/2026**

| **Date** | **Heure** | **Ministère ou Institution** |
| --- | --- | --- |
| Lundi, le 05/03/2025 | 8h00 - 9h00 | Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi |
| 9h00 - 10h00 | Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre |
| 10h00 - 11h00 | Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement |
| 11h00 - 12h00 | Ministère de l’Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique |
| 12h00 – 12h30 | Cour Suprême et Parquet Général de la République |
| 12h30 – 13h00 | Cour Constitutionnelle |
| **13h00 - 13h50** | **PAUSE** |
| 14h00 - 15h00 | Ministère de l’Environnement, de l’Agriculture et de l’Elevage |
| 15h00 - 16h00 | Ministère des Infrastructures, de l’Equipement et des Logements Sociaux |
| 16h00 - 17h00 | Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants |
| 17h00 - 17h30 | Secrétariat Général de l’Etat |
| 17h30 - 18h00 | Institution Ombudsman |
| 18h00 - 18h30 | Présidence de la République, |
|   |
| Mardi, le 06/03/2025 | 8h00 - 9h00 | Ministère de l’Education Nationale et de la Recherche Scientifique |
| 9h00 - 10h00 | Ministère de la Justice |
| 10h00 - 11h00 | Ministère de l’Hydraulique, de l’Energie et des Mines |
| 11h00 - 12h00 | Ministère du Commerce, du Transport, de l’Industrie et du Tourisme |
| 12h00 - 12h20 | Cour des Comptes |
| 12h20 - 12h40 | Sénat |
| 12h40 - 13h00 | Assemblée Nationale |
| **12h00 - 13h00** | **PAUSE** |
| 14h00 - 15h00 | Ministère de la Communication, des Technologies de l’Information et des Médias |
| 15h00 - 16h00 | Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA |
| 16h00 - 17h00 | Ministère des Affaires de la Communauté EST Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture  |
| 17h00 - 17h20 | Vice-Présidence  |
| 17h20 - 17h40 | Primature |
| 17h40 - 18h00 | CENI |
| 18h00 - 19h00 | Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique & OBR |